

CHAPITRE 7. — *Précision*

Art. 19. § 1^{er}. Le traducteur, interprète ou traducteur-interprète restitue ce qu'il traduit ou interprète avec la plus grande fidélité, la plus grande précision et une neutralité totale.

§ 2. Il transmet le message intégralement, y compris les remarques vulgaires ou désobligeantes, les injures et les éléments non verbaux, tels que le ton et les sentiments du locuteur pour les rendre plus facilement compréhensibles.

§ 3. Le traducteur, interprète ou traducteur-interprète ne déguise, ne retranche ni ne modifie rien des propos qu'il est appelé à restituer.

§ 4. Le traducteur, interprète ou traducteur-interprète traduit ou interprète fidèlement les erreurs ou mensonges flagrants qu'il remarque.

Art. 20. Le traducteur, interprète ou traducteur-interprète reconnaît et corrige aussitôt toute erreur de traduction ou d'interprétation.

En cas de doute, l'interprète doit demander que le passage concerné soit répété, reformulé ou formulé explicitement.

En cas de doute, le traducteur peut formuler des propositions d'interprétation.

Art. 21. L'interprète vérifie à tout moment si ses auditeurs peuvent l'entendre et le comprendre clairement.

CHAPITRE 8. — *Formation continue*

Art. 22. Le traducteur, interprète ou traducteur-interprète s'engage à se recycler de manière continue, en ce qui concerne tant son savoir-faire en traduction et/ou interprétation, que sa compréhension des procédures (techniques et juridiques) et le vocabulaire technique dont il peut avoir besoin pour l'exécution de sa mission.

Il informe chaque année le SPF Justice des formations suivies.

CHAPITRE 9. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2017/12201]

25 AVRIL 2017. — Arrêté royal fixant le code de déontologie des experts judiciaires en application de l'article 991^{quater}, 7°, du Code judiciaire

Rapport au Roi

Sire,

La loi du 10 avril 2014 ajoute un certain nombre de dispositions au Code judiciaire en vue d'établir un registre national des experts judiciaires. L'article 991^{quater}, 7°, du Code judiciaire dispose qu'avant d'être inscrits au registre, les experts doivent déclarer devant le ministre de la Justice qu'ils adhèrent à un code de déontologie. La rédaction de ce code est une prérogative du Roi. Le présent arrêté royal entend répondre à cette disposition.

Bon nombre d'experts judiciaires sont également membres d'une association professionnelle ou d'un institut et sont déjà soumis en cette qualité à un code de déontologie spécifique. Néanmoins, un code distinct s'avère nécessaire en ce qui concerne leurs missions en tant qu'experts judiciaires. Il complète les règles déontologiques particulières à leur profession et prime sur celles-ci en cas de contradictions.

Le code complète les obligations légales des experts judiciaires, plus particulièrement les dispositions du Code judiciaire et du Code d'instruction criminelle et le serment qu'ils ont prêté. Ce code a pour but de protéger les justiciables contre les manquements éventuels des experts judiciaires dans le cadre d'une mission judiciaire.

HOOFDSTUK 7. — *Nauwkeurigheid*

Art. 19. § 1. De vertaler, tolk, vertaler-tolk geeft met de grootste getrouwheid, de grootste precisie en volstrekt neutraal weer wat hij tolkt of vertaalt.

§ 2. Hij brengt de boodschap volledig over, ook de vulgaire of onvriendelijke opmerkingen, de beledigingen en niet-verbale elementen, zoals de toon en gevoelens van de spreker, om ze gemakkelijker te laten begrijpen.

§ 3. De vertaler, tolk of vertaler-tolk verbloemt niets, laat niets weg en wijzigt niets aan het vertaalde of getolkte werk.

§ 4. De vertaler, tolk of vertaler-tolk vertaalt of tolkt getrouw de vergissingen of flagrante onwaarheden die hij kan opmerken.

Art. 20. De vertaler, tolk of vertaler-tolk erkent en verbetert meteen elke tolk- of vertaalfout.

Bij twijfel moet de tolk vragen dat de betrokken passage herhaald, opnieuw of uitdrukkelijk geformuleerd wordt.

Bij twijfel kan de vertaler interpretatievoorstellen formuleren.

Art. 21. De tolk gaat te allen tijde na of zijn toehoorders hem duidelijk kunnen horen en begrijpen.

HOOFDSTUK 8 — *Permanente vorming*

Art. 22. De tolk, vertaler of vertaler-tolk verbindt zich ertoe zich voortdurend bij te scholen, zowel op gebied van zijn bedrevenheid in het vertalen en/of tolken, als van zijn begrip van de (technische en juridische) procedures en technische woordenschat die hij bij de uitoefening van zijn opdracht nodig kan hebben.

Hij brengt de FOD Justitie jaarlijks op de hoogte van de gevolgde opleidingen.

HOOFDSTUK 9. — *Slotbepalingen*

Art. 23. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 april 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2017/12201]

25 APRIL 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de deontologische code van de gerechtsdeskundigen in toepassing van artikel 991^{quater}, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek

Verslag aan de Koning

Sire,

De wet van 10 april 2014 voegt een aantal bepalingen toe aan het Gerechtelijk Wetboek tot oprichting van een Nationaal register voor gerechtsdeskundigen. Artikel 991^{quater}, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat alvorens opgenomen te worden in het register de gerechtsdeskundigen ten aanzien van de minister van Justitie moeten verklaren in te stemmen met een deontologisch code. Het opstellen van deze code is het prerogatief van de Koning. Dit Koninklijk besluit wil aan deze bepaling voldoen.

Vele gerechtsdeskundigen zijn tevens lid zijn van een beroepsvereniging of een instituut en zijn in die hoedanigheid reeds onderworpen aan een eigen deontologische code. Toch is een aparte code voor hun opdrachten als gerechtsdeskundige noodzakelijk. Zij vult de deontologische regels eigen aan hun beroep verder aan en primeert hierop in geval van tegenstrijdigheden.

De code is een aanvulling op de wettelijke verplichtingen van de gerechtsdeskundigen inzonderheid de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van Strafvordering en de door hen afgelegde eed. Het doel van de code is de bescherming van rechtzoekenden tegen mogelijke tekortkomingen van gerechtsdeskundigen in het kader van een gerechtelijke opdracht.

Ce code explicite plus avant un certain nombre de principes généraux. Il apporte des précisions sur ces principes mais ne constitue pas une énumération limitative, parce qu'il ne pourra jamais être complet ni ne pourra prévoir toutes les hypothèses. Il doit, le cas échéant, être appliqué par analogie. Cela signifie que les dispositions doivent être appliquées à la lettre, mais également dans l'esprit dans les cas qui ne sont pas prévus textuellement.

L'expert judiciaire est tenu par le secret professionnel en application de l'article 458 Code pénal. Dans le cas qu'il fait appel à collaborateurs, ceux ont un devoir de discrétion.

Les éventuelles incompatibilités constituent un aspect important de la déontologie des experts judiciaires. Il va de soi qu'un expert judiciaire doit refuser une désignation lorsqu'il sait qu'il existe une cause de récusation. Même s'il ne constate qu'au cours de ses travaux qu'il existe une cause de récusation, il doit le signaler, selon les cas, à l'autorité mandante ou, lorsque la procédure est contradictoire, au tribunal et aux parties. Un expert judiciaire ne peut intervenir – y compris en matière pénale – s'il est déjà intervenu dans le même dossier à un autre titre ou s'il existe des liens familiaux ou financiers. Par contre, il va de soi qu'un expert judiciaire peut être désigné par le même tribunal dans différents dossiers.

Les incompatibilités découlant d'autres activités professionnelles sont néanmoins plus fréquentes. C'est principalement, mais pas exclusivement, dans le secteur médical qu'il y a des plaintes contre des experts qui interviennent en diverses qualités et qui suscitent dès lors des doutes quant à leur impartialité. C'est pourquoi le présent code prévoit différentes dispositions.

Lorsque l'expert judiciaire est désigné, il doit informer l'autorité mandante ou le tribunal et les parties des faits et des circonstances qui peuvent soulever des doutes quant à son indépendance. Ainsi, le fait qu'il exerce son activité professionnelle comme expert ou autre dans le cadre ou en dehors du cadre d'un contrat de travail peut influencer son indépendance. Il en va de même lorsqu'il intervient régulièrement hors contrat de travail sur ordre d'instances actives dans le secteur dans lequel se situe son expertise.

Un deuxième élément d'incompatibilité est lié à la nature de l'intervention. Intervenir comme expert judiciaire confère à l'intéressé une qualification distincte. Il s'agit d'un titre ne pouvant faire l'objet d'abus. Suivant la recommandation du Conseil d'Etat, une disposition générale a été insérée selon laquelle l'expert judiciaire doit éviter toute confusion entre son intervention en tant qu'expert judiciaire et ses autres activités.

Les experts judiciaires travaillent dans un cadre différent selon qu'ils sont désignés en procédure civile ou pénale. C'est pourquoi les deux hypothèses sont traitées distinctement pour un certain nombre de dispositions. Ainsi, l'expert judiciaire doit respecter les droits et devoirs des parties même s'il n'a aucun contact avec les parties en matière pénale lorsque la procédure n'est pas contradictoire. La taxation et le paiement des frais et des honoraires sont eux aussi totalement différents dans les deux procédures.

L'expert judiciaire ne peut utiliser son titre à des fins de publicité ou pour s'attirer une clientèle.

Il utilisera le titre avec discrétion dans les en-têtes de lettres, sur des sites internet ou dans d'autres documents d'identification.

Un expert judiciaire ne peut être inscrit au registre que s'il n'a pas encouru de peine correctionnelle ou criminelle, exception faite des infractions de roulage. Toutefois, s'il est impliqué ultérieurement dans une procédure pénale en tant que suspect ou s'il est inculpé, il est tenu d'en informer le ministre et, en l'occurrence, le service du registre national.

La loi du 10 avril 2014 ne prévoyait pas de formation continue. Il s'agit cependant d'une condition absolue pour demeurer actif en tant qu'expert judiciaire. C'est pourquoi le code de déontologie prévoit cette obligation. Les experts judiciaires qui sont membres d'un institut doivent déjà observer cette obligation. Pour eux, le nombre d'heures prescrit par cet institut suffit, à condition qu'une partie au moins du programme concerne l'expertise judiciaire et les matières pour lesquelles ils sont inscrits au registre. Ils peuvent justifier de leur formation continue par une attestation de leur institut.

Bien que l'expert judiciaire puisse recourir, lors du traitement de données personnelles au cours d'une mission judiciaire, à la levée de l'interdiction prévue à l'article 8, § 2, a) et b), de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, il est malgré tout indiqué d'explicitier quelques obligations dans ce code.

Pour la lisibilité du texte, on parle d'expert judiciaire indifféremment du genre de cette personne.

Cet arrêté a été élaboré après concertation avec des représentants d'experts judiciaires et des autorités judiciaires.

Deze code is een verdere explicitering van een aantal algemene principes. Deze principes worden nader verklaard maar de code is geen limitatieve opsomming, omdat zij nooit volledig kan zijn en niet alle hypothese kan voorzien. Zij moet in voorkomend geval naar analogie worden toegepast. Dit betekent dat de bepalingen niet alleen naar de letter moeten toegepast worden, maar ook naar de geest in de gevallen die niet letterlijk zijn voorzien.

De gerechtsdeskundige is gebonden door een beroepsgeheim in toepassing van artikel 458 Strafwetboek. Indien beroep gedaan wordt op medewerkers hebben zij een discretieplicht.

Een belangrijk aspect van de deontologie van gerechtsdeskundigen wordt gevormd door de mogelijke onverenigbaarheden. Het is evident dat de gerechtsdeskundige een aanstelling moet weigeren, wanneer hij weet dat er een wrakingsgrond bestaat. Ook indien hij pas in de loop van zijn werkzaamheden vaststelt dat er een wrakingsgrond bestaat, moet hij dit melden naar gelang het geval aan de opdrachtgever of aan de rechtbank en de partijen indien de procedure tegensprekelijk is. Een gerechtsdeskundige kan niet optreden – ook in strafzaken – wanneer hij eerder is tussengekomen in dezelfde zaak in een andere hoedanigheid of wanneer er financiële of familiale banden zijn. Een gerechtsdeskundige kan natuurlijk wel door dezelfde rechtbank in verschillende dossiers worden aangesteld.

Meer voorkomend zijn echter de onverenigbaarheden die voortvloeien uit andere beroepsactiviteiten. Vooral maar zeker niet uitsluitend in de medische sector zijn er klachten over deskundigen die in verschillende hoedanigheden optreden en daardoor twijfels doen ontstaan omtrent hun onpartijdigheid. Daarom voorziet deze code in verschillende bepalingen.

Wanneer de gerechtsdeskundige wordt aangesteld moet hij de opdrachtgever of de rechtbank evenals de partijen, de feiten en de omstandigheden laten kennen die twijfels kunnen doen rijzen over zijn onafhankelijkheid. Zo kan het feit dat hij zijn beroepsactiviteit al dan niet als deskundige uitoefent in dienstverband invloed hebben op zijn onafhankelijkheid. Dit geldt ook wanneer hij regelmatig buiten dienstverband optreedt in opdracht van instanties die actief zijn in de sector waarin zijn deskundigenonderzoek zich situeert.

Een tweede element van onverenigbaarheid betreft de aard van het optreden. Optreden als gerechtsdeskundige geeft aan de betrokkene een aparte kwalificatie. Het is een titel die niet mag misbruikt worden. Op aangeven van de Raad van State werd een algemene bepaling ingevoerd dat de gerechtsdeskundige iedere verwarring tussen zijn optreden als gerechtsdeskundige en andere activiteiten moet vermijden.

De gerechtsdeskundigen werken in een verschillend kader naarmate ze worden aangesteld in een burgerlijk of een strafrechtelijk deskundigenonderzoek. Daarom worden voor een aantal bepalingen beide hypothesen apart behandeld. Aldus moet de gerechtsdeskundige de rechten en plichten van partijen eerbiedigen ook al heeft hij geen contact met de partijen in strafzaken als de procedure niet tegensprekelijk is. Ook de begroting en betaling van de kosten en het ereloon zijn in beide procedures totaal verschillend.

De gerechtsdeskundige mag zijn titel niet gebruiken om publiciteit te voeren of cliënteel aan te trekken.

Hij dient de titel discreet te gebruiken in briefhoofden, websites of andere identificatiedocumenten.

Een gerechtsdeskundige kan slechts opgenomen worden in het register wanneer hij geen correctionele of criminele straf heeft opgelopen met uitzondering van verkeersovertredingen. Indien hij echter later in een strafrechtelijke procedure betrokken wordt als verdachte of in verdenking wordt gesteld, dient hij de minister en in casu de dienst van het Nationaal Register in kennis te stellen.

De Wet van 10 april 2014 voorzag geen permanente vorming. Nochtans is dit een absolute voorwaarde om actief te blijven als gerechtsdeskundige. Daarom wordt deze verplichting in de deontologische code opgelegd. De gerechtsdeskundigen die lid zijn van een instituut hebben deze verplichting reeds. Voor hen volstaat het aantal uren voorgeschreven door dit instituut op voorwaarde dat minstens een gedeelte van het programma betrekking heeft op het gerechtelijk deskundigenonderzoek en de materies waarvoor zij zijn opgenomen in het register. Zij kunnen hun permanente vorming bewijzen met het attest van hun instituut.

Alhoewel de gerechtsdeskundige zich bij de behandeling van persoonsgegevens tijdens een gerechtelijke opdracht kan beroepen op de opheffing van het verbod voorzien in artikel 8, § 2, a) en b) van de Wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, is het toch aangewezen enkele verplichtingen te expliciteren in deze code.

In de tekst wordt omwille van de leesbaarheid gesproken over de gerechtsdeskundige ongeacht het geslacht van de betrokken persoon.

Dit besluit kwam tot stand na overleg met vertegenwoordigers van de gerechtsdeskundigen en de gerechtelijke autoriteiten.

Telle est la teneur de l'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à
Votre signature.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

25 AVRIL 2017. — Arrêté royal fixant les règles du code de déontologie des experts judiciaires en application de l'article 991quater, 7°, du Code judiciaire

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 991quater, 7°, du Code Judiciaire inséré par la loi du 10 avril 2014 modifiant diverses dispositions en vue d'établir un registre national des experts judiciaires et établissant un registre national des traducteurs, interprètes et traducteurs-interprètes jurés;

Vu l'avis n°60.645/2 du Conseil d'État, donné le 9 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Les règles du présent code de déontologie s'appliquent aux experts judiciaires inscrits au registre national des experts judiciaires établi en application de l'article 991ter du Code judiciaire. Elles complètent les obligations légales de l'expert judiciaire reprises dans le Code judiciaire et le Code d'instruction criminelle.

Art. 2. Les dispositions du présent code visent à protéger les parties à une procédure judiciaire, à préserver la dignité et l'intégrité de la profession et à garantir la qualité des services fournis par les experts judiciaires enregistrés.

Art. 3. Les dispositions du présent code ont pour objectif général de fixer les règles de conduite obligatoires pour les experts judiciaires enregistrés et d'établir les obligations éthiques que les experts judiciaires enregistrés doivent respecter avant, pendant et après leur mission.

CHAPITRE 2. — *Acceptation et exécution de la mission*

Art. 4. Sous réserve de la dispense prévue à l'article 967 du Code judiciaire, l'expert judiciaire refusera la mission pour laquelle son indépendance, son objectivité ou son impartialité pourrait être remise en cause par une des parties concernées. C'est plus particulièrement le cas lorsqu'il existe des liens avec une des parties, le juge ou l'autorité mandante, au moment de la mission ou dans le passé, qu'ils soient de nature financière, professionnelle, familiale ou sociale, ou s'il existe des éléments pouvant donner lieu à une récusation.

L'expert judiciaire n'acceptera que les missions pour lesquelles il possède les compétences et l'expérience professionnelle requises. En outre, l'expert judiciaire refusera la mission si ses occupations professionnelles ou d'autres missions qui lui ont déjà été confiées ne lui permettent pas de disposer du temps nécessaire pour la mener à bien dans le délai imparti. S'il accepte la mission, il est tenu de la remplir en honneur et conscience, avec exactitude et probité. Dans l'exercice de sa mission, il doit respecter les dispositions légales applicables à celle-ci.

Dit is de strekking van het koninklijk besluit dat ik u ter ondertekening voorleg.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister Van Justitie,
K. GEENS

25 APRIL 2017. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorschriften inzake de deontologische code van de gerechtsdeskundigen in toepassing van artikel 991quater, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 991quater, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 10 april 2014 tot wijziging van verschillende bepalingen met het oog op de oprichting van een nationaal register voor gerechtsdeskundigen en tot oprichting van een nationaal register voor beëdigd vertalers, tolken en vertalers-tolken;

Gelet op het advies nr. 60.645/2 van de Raad van State, gegeven op 9 januari 2017, met toepassing van artikel 84, § 1^{er}, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. De voorschriften van deze deontologische code zijn van toepassing op de gerechtsdeskundigen opgenomen in het nationaal register voor gerechtsdeskundigen opgericht in toepassing van artikel 991ter van het Gerechtelijk Wetboek. Zij zijn een aanvulling op de wettelijke verplichtingen van de gerechtsdeskundige zoals opgenomen in het Gerechtelijk Wetboek en het Wetboek van Strafvordering.

Art. 2. De bepalingen van deze code beogen de partijen in een gerechtelijke procedure te beschermen, de waardigheid en de integriteit van het beroep te bewaren en de kwaliteit van de door geregistreerde gerechtsdeskundigen gepresteerde diensten te waarborgen.

Art. 3. De bepalingen van deze code hebben als algemeen doel de verplichte gedragsregels voor geregistreerde gerechtsdeskundigen vast te stellen en de ethische verplichtingen vast te leggen die geregistreerde gerechtsdeskundigen vóór, tijdens en na hun opdracht moeten respecteren.

HOOFDSTUK 2. — *Aanvaarding en uitvoering van de opdracht*

Art. 4. Behoudens de vrijstelling voorzien in artikel 967 van het Gerechtelijk Wetboek zal de gerechtsdeskundige de opdracht weigeren waarbij zijn onafhankelijkheid, objectiviteit of onpartijdigheid in vraag zou kunnen gesteld worden door één der betrokken partijen. Dit is meer bepaald het geval wanneer er bindingen bestaan met een van de partijen, de rechter of de opdrachtgever op het ogenblik van de opdracht of in het verleden, welke ook de aard is: financieel, professioneel, familiaal of sociaal, of indien er elementen zijn die kunnen aanleiding geven tot wraking.

De gerechtsdeskundige zal enkel opdrachten aanvaarden waarvoor hij de vereiste competenties en professionele ervaring bezit. Bovendien zal de gerechtsdeskundige de opdracht weigeren indien hij in functie van beroepsverplichtingen of andere opdrachten die hem reeds werden toevertrouwd niet over de nodige tijd beschikt om de opdracht binnen de toegestane termijn uit te voeren. Indien hij de opdracht aanvaardt, is hij ertoe gehouden deze in eer en geweten, nauwgezet en eerlijk uit te oefenen. Bij de uitoefening dient hij de wettelijke bepalingen die op zijn opdracht van toepassing zijn na te leven.

Si l'expert judiciaire accepte sa mission, il informe immédiatement l'autorité mandante et, lorsque la procédure est contradictoire, les parties des faits et des circonstances qui peuvent inciter au moins une des parties à douter de son indépendance conformément à l'article 972, § 1^{er}, alinéa 4, du Code judiciaire.

Si l'expert judiciaire vient à prendre connaissance lors de sa mission d'éléments susceptibles de donner lieu à une récusation, il en informe sans délai l'autorité mandante et, lorsque la procédure est contradictoire, les parties.

Art. 5. Lors de l'exécution de sa mission, l'expert judiciaire se montre toujours indépendant, impartial, consciencieux et intègre.

L'expert judiciaire devra notamment dans le cadre des règles de procédure civile ou pénale :

- respecter les droits et obligations des parties;
- respecter le secret de l'instruction et de l'information;
- remplir sa tâche en toute objectivité, impartialité et en pleine connaissance de cause;
- traiter de la même manière toutes les parties dans son approche et sa méthode de travail;
- agir en suivant une méthode de travail claire et précise selon les exigences propres à son domaine ou les normes techniques auxquelles il est soumis;
- accomplir sa mission dans les délais impartis par l'autorité mandante ou fixés par la loi, compte tenu de la complexité de la mission et de la conduite des parties;
- veiller à la sérénité durant la procédure, de même qu'à la diligence et l'économie de celle-ci.

L'expert judiciaire limite la collecte d'informations, le nombre et le coût de ses investigations ainsi que son rapport à ce qui est strictement nécessaire à l'accomplissement de la mission.

Il rédige un rapport motivé qui est vérifiable et compréhensible pour l'autorité mandante et les parties.

Art. 6. L'expert judiciaire doit conserver son indépendance et ne peut se laisser influencer dans ses activités et sa prise de décision par la moindre pression, intervention ou présomption d'avantage individuel. Il évitera tout contact avec une des parties en dehors de la présence de l'autre partie ou des autres parties. Dans l'exercice de sa fonction, il n'accepte aucun avantage, don ou cadeau de parties ou de tiers intéressés. L'indépendance, l'objectivité et l'équité de l'expert judiciaire l'emportent sur les règles déontologiques particulières à sa profession si des collègues de la même catégorie professionnelle interviennent en tant que partie ou en tant que conseiller technique.

Ainsi, l'expert judiciaire veillera, plus particulièrement lorsqu'il convoque les parties et leurs conseillers techniques à une réunion technique, à tenir compte des souhaits des parties uniquement dans la mesure où c'est raisonnable et compatible avec les délais qui lui sont impartis. Il attirera leur attention sur le fait que les réunions organisées dans le cadre d'une expertise sont comparables à des convocations judiciaires.

Art. 7. L'expert judiciaire ne fera appel à des sapiteurs ou des experts du domaine dont les connaissances techniques lui sont nécessaires pour réaliser son expertise ou parvenir à des conclusions qu'après avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité mandante, et en matière civile conformément à l'article 972, § 2, alinéa 7, 3^o, du Code judiciaire. Les sapiteurs ou experts du domaine opèrent sous la responsabilité de l'expert. En matière civile, leurs frais et honoraires sont réglés par l'expert. En matière pénale, leurs frais et honoraires sont payés par l'expert sauf s'ils ont été désignés par le magistrat.

Indien de gerechtsdeskundige zijn opdracht aanvaardt, stelt hij onverwijld de opdrachtgever en – indien de procedure op tegenspraak verloopt – de partijen in kennis van feiten en omstandigheden die minstens een van de partijen kan doen twijfelen aan zijn onafhankelijkheid overeenkomstig artikel 972, § 1, vierde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Indien de gerechtsdeskundige in de loop van zijn opdracht kennis krijgt van elementen die aanleiding kunnen geven tot wraking brengt hij de opdrachtgever en – indien de procedure op tegenspraak verloopt – de partijen hiervan onverwijld op de hoogte.

Art. 5. De gerechtsdeskundige stelt zich bij de uitvoering van de opdracht steeds op als een onafhankelijk, onpartijdig, zorgvuldig en integer gerechtsdeskundige.

Inzonderheid zal de gerechtsdeskundige binnen het kader van de burgerlijke of strafrechtelijk procedureregels :

- de rechten en plichten van partijen respecteren;
- het geheim van het onderzoek en het vooronderzoek eerbiedigen;
- zijn taak volbrengen in volledige objectiviteit, onpartijdigheid en met volle kennis van zaken;
- alle partijen gelijk behandelen in zijn benadering en werkmethode;
- handelen volgens een heldere en nauwkeurige werkmethode conform de vereisten eigen aan zijn domein of de technische normen waaraan hij onderworpen is;
- zijn opdracht vervullen binnen de door de opdrachtgever opgelegde of wettelijk bepaalde termijnen, rekening houdend met de complexiteit van de opdracht en de houding van de partijen;
- waken over de sereniteit tijdens de procedure, evenals over de vooruitgang en de economie ervan.

De gerechtsdeskundige beperkt het inwinnen van informatie, het aantal en de kostprijs van zijn onderzoeken, evenals het verslag tot hetgeen voor het volbrengen van de opdracht absoluut noodzakelijk is.

Hij stelt een gemotiveerd verslag op dat controleerbaar is en begrijpelijk voor zijn opdrachtgever en de partijen.

Art. 6. De gerechtsdeskundige moet zijn onafhankelijkheid bewaren en mag zich niet laten beïnvloeden in zijn werkzaamheden en zijn besluitvorming door enige druk, voorspraak of vermoeden van persoonlijke baat. Hij zal alle contacten met een van de partijen vermijden buiten de aanwezigheid van de andere partij of partijen. Hij neemt bij de uitoefening van zijn functie geen voordelen, giften of geschenken aan van partijen of van belanghebbende derden. De onafhankelijkheid, de objectiviteit en de evenwichtigheid van de gerechtsdeskundige primeren op de deontologische regels eigen aan zijn beroep indien er collega's uit dezelfde beroepsgroep tussenkomen hetzij als partij hetzij als technisch raadgever.

Aldus zal de gerechtsdeskundige meer bepaald wanneer hij de partijen en hun technische raadslieden uitnodigt voor een technische vergadering erover waken met de wensen van de partijen slechts rekening te houden in zover dit redelijk is en verzoenbaar met de hem opgelegde termijnen. Hij zal hun aandacht vestigen op het feit dat vergaderingen in het kader van een deskundigenonderzoek vergelijkbaar zijn met gerechtelijke oproepingen.

Art. 7. De gerechtsdeskundige zal geen beroep doen op technische adviseurs of domeindeskundigen waarvan hij de technische kennis nodig heeft om zijn onderzoek te verrichten of tot besluiten te komen, dan na voorafgaande toelating door de opdrachtgever en in burgerlijke zaken overeenkomstig artikel 972, § 2, alinea 7, 3^o, van het Gerechtelijk Wetboek. De technische adviseurs of domeindeskundigen handelen onder de verantwoordelijkheid van de gerechtsdeskundige. In burgerlijke zaken worden hun kosten en ereloon door de gerechtsdeskundige voldaan. In strafzaken worden hun kosten en erelonen betaald door de gerechtsdeskundige, tenzij zij zelf door de magistratuur worden aangesteld.

Art. 8. L'expert judiciaire manipulera avec précaution le matériel de recherche qu'il aura collecté et en tiendra l'entièreté ou un échantillon représentatif à disposition pour une contre-expertise. Si cela s'avère impossible, il le mentionne dans le rapport.

Art. 9. En application des articles 972, 987 et 988 du Code judiciaire, le juge fixe la provision de l'expert judiciaire et estime le coût global de l'expertise. En cas de désignation dans une procédure civile, l'expert judiciaire informera le juge et les parties du mode de calcul de ses frais et honoraires au début de ses travaux. Il s'en tiendra aux tarifs réglementaires pour autant qu'ils soient applicables.

En matière civile, l'expert judiciaire établira ses demandes de provisions et son décompte final selon les dispositions légales en la matière, conformément, entre autres, à l'article 991, § 2, alinéa 3, du Code judiciaire. Il indiquera en détail son tarif horaire, les frais de déplacement, les frais de séjour, les frais généraux, les montants payés à des tiers et l'imputation des montants libérés.

En matière civile, il est interdit à l'expert judiciaire de recevoir des provisions directement des parties. Le décompte final peut être payé directement à l'expert judiciaire après taxation par le juge.

En cas de désignation en matière pénale, il taxera ses frais et honoraires conformément au tarif légal établi à cet effet et à la procédure prescrite dans la réglementation relative aux frais de justice en matière répressive.

CHAPITRE 3. — Conduite en dehors de la mission et incompatibilités

Art. 10. Lors de l'utilisation de son titre d'expert judiciaire, il mentionnera toujours le numéro d'identification au registre national qui lui a été attribué conformément à l'article 991^{sexies} du Code judiciaire. L'expert judiciaire mentionnera son titre d'expert judiciaire avec la discrétion nécessaire. Il lui est notamment interdit de se servir de ce titre pour démarcher une clientèle ou faire de la publicité.

Art. 11. L'expert judiciaire doit éviter de générer toute confusion entre une intervention comme expert judiciaire et une intervention comme conseil technique d'une des parties.

Art. 12. L'expert judiciaire veillera également en dehors de ses missions judiciaires à ne pas accomplir d'actes compromettant la dignité de sa fonction. Il informe sans délai le ministre de la Justice du fait qu'il a été inculpé ou a fait l'objet d'une condamnation pénale à l'exception des condamnations pour infractions à la réglementation relative à la police de la circulation routière.

CHAPITRE 4. — Formation continue et assurance

Art. 13. L'expert judiciaire s'engage à suivre des formations continues tant dans son domaine que sur le plan juridique. Il informe chaque année le SPF Justice des formations suivies. L'attestation de son institut professionnel certifiant qu'il a suivi les formations requises peut suffire à condition que ces formations portent au moins en partie sur l'expertise judiciaire et les matières pour lesquelles il est inscrit au registre.

Art. 14. L'expert judiciaire doit faire assurer sa responsabilité civile. S'il exerce son activité dans le cadre d'une société, celle-ci doit respecter ses obligations légales sur la base du Code des sociétés.

CHAPITRE 5. — Traitement des données récoltées

Art. 15. Vu le caractère sensible des données qu'il traite, l'expert judiciaire prendra les mesures organisationnelles et techniques nécessaires pour garantir que le traitement des données atteint un niveau de sécurité élevé pour empêcher toute prise de connaissance par un tiers non autorisé.

Art. 8. De gerechtsdeskundige zal zorgvuldig omgaan met het door hem verzameld onderzoeksmateriaal en hij houdt dit in zijn geheel of een representatief staal ervan ter beschikking voor tegenonderzoek. Indien dit onmogelijk is, vermeldt hij het in het verslag.

Art. 9. In toepassing van de artikelen 972, 987 en 988 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt de rechter het voorschot van de gerechtsdeskundige en raamt hij de totale kostprijs van het deskundigenonderzoek. Bij aanstelling in een burgerlijke procedure zal de gerechtsdeskundige bij de aanvang van zijn werkzaamheden de rechter en de partijen op de hoogte stellen van de berekeningswijze van zijn kosten en erelonen. Hij zal zich houden aan de reglementaire tarieven voor zover van toepassing.

In burgerlijke zaken zal de gerechtsdeskundige zijn aanvraag om voorschot en eindafrekening opstellen volgens de wettelijke bepalingen ter zake, zoals bepaald onder meer in artikel 991, § 2, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek. Hij vermeldt in detail zijn uurloon, de verplaatsingskosten, de verblijfskosten, de algemene kosten, de bedragen die aan derden zijn betaald en de verrekening van de vrijgegeven bedragen.

In burgerlijke zaken is het de gerechtsdeskundige verboden voorschotten rechtstreeks van partijen te ontvangen. De eindafrekening mag rechtstreeks betaald worden aan de gerechtsdeskundige na begroting door de rechter.

Bij aanstelling in strafzaken zal hij zijn kosten en erelonen begroten volgens het daartoe bepaald wettelijk tarief en volgens de procedure voorgeschreven in de reglementering van de gerechtskosten in strafzaken.

HOOFDSTUK 3. — Gedrag buiten de opdracht en onverenigbaarheden

Art. 10. Bij gebruik van zijn titel als gerechtsdeskundige zal hij steeds melding maken van het hem toegekend identificatienummer in het nationaal register overeenkomstig artikel 991^{sexies} van het Gerechtelijk Wetboek. De gerechtsdeskundige zal zijn titel van gerechtsdeskundige vermelden met de nodige discretie. Het is hem inzonderheid verboden deze titel te gebruiken voor het werven van cliënteel of het voeren van publiciteit.

Art. 11. De gerechtsdeskundige moet iedere mogelijke verwarring tussen een optreden als gerechtsdeskundige en een optreden als technisch adviseur van een van de partijen vermijden.

Art. 12. De gerechtsdeskundige zal ook buiten zijn gerechtelijke opdrachten er over waken geen handelingen te stellen die de waardigheid van zijn functie in gevaar brengen. Hij brengt onmiddellijk de minister van justitie in kennis van het feit dat hij in verdenking werd gesteld of het voorwerp heeft uitgemaakt van een strafrechtelijke veroordeling behoudens veroordelingen wegens inbreuken op de wetgeving betreffende de politie over het wegverkeer.

HOOFDSTUK 4. — Permanente vorming en verzekering.

Art. 13. De gerechtsdeskundige verbindt er zich toe permanente vorming te volgen zowel in zijn vakgebied als op juridisch vlak. Hij brengt jaarlijks de FOD Justitie op de hoogte van de gevolgde opleidingen. Het attest van zijn beroepsinstituut waaruit blijkt dat hij de vereiste opleidingen heeft gevolgd, kan volstaan op voorwaarde dat deze opleidingen minstens deels betrekking hebben op het gerechtelijk deskundigenonderzoek en de materies waarvoor hij is opgenomen in het register.

Art. 14. De gerechtsdeskundige dient zijn burgerlijke aansprakelijkheid te verzekeren. Indien hij zijn activiteit uitoefent in het kader van een vennootschap dient deze haar wettelijke verplichtingen op basis van het Wetboek van vennootschappen na te komen.

HOOFDSTUK 5. — Behandeling van de verzamelde gegevens.

Art. 15. Gezien het gevoelig karakter van de gegevens die hij behandelt, zal de gerechtsdeskundige de nodige organisatorische en technische maatregelen nemen om te verzekeren dat bij de behandeling van de gegevens een hoog veiligheidsniveau wordt bereikt om iedere kennisname door een niet geautoriseerde derde te verhinderen.

L'expert judiciaire est tenu au respect du devoir de discrétion. Il ne se concertera avec d'autres experts d'un collège ou des experts du domaine que dans la mesure où ils sont eux aussi tenus par le devoir de discrétion. Lors de contacts avec d'autres tiers, il veillera à ne communiquer que les données personnelles qui sont absolument nécessaires pour cette concertation et leur fait signer un accord de confidentialité.

Art. 16. Lors de la collecte de données, l'expert judiciaire doit informer la personne auprès de qui il collecte ces données de sa qualité d'expert judiciaire, de sorte que celle-ci sache que les données collectées seront transmises à l'autorité qui l'a désigné.

CHAPITRE 6. — Dispositions finales

Art. 17. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 avril 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

De gerechtsdeskundige is gebonden door de discretieplicht. Hij zal slechts overleg plegen met andere deskundigen in een college of domeindeskundigen in zover deze ook gebonden zijn door een discretieplicht. Bij contacten met andere derden zal hij erover waken enkel de persoonsgegevens mee te delen die absoluut noodzakelijk zijn voor dit overleg en hij laat hun een confidentialiteitsverklaring tekenen.

Art. 16. Bij het opvragen van gegevens dient de gerechtsdeskundige diegene bij wie hij deze gegevens opvraagt op de hoogte te brengen van zijn hoedanigheid van gerechtsdeskundige zodat deze weet dat de ingewonnen gegevens worden overgemaakt aan de autoriteit die hem heeft aangesteld.

HOOFDSTUK 6. — Slotbepalingen.

Art. 17. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 25 april 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2017/30156]

20 MARS 2017. — Arrêté ministériel relatif aux délégations de pouvoir au sein du Service public fédéral Stratégie et Appui en matière d'exécution du budget et en matière de passation et d'exécution de marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Le Ministre chargé de la Fonction publique,

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, l'article 74;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 2013 relatif à l'intervention du Conseil des Ministres, aux délégations de pouvoir et aux habilitations en matière de passation et d'exécution des marchés publics, des concours de projets et des concessions de travaux publics au niveau fédéral;

Vu l'arrêté royal du 22 février 2017 portant création du Service public fédéral Stratégie et Appui;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 mars 2017,

Arrête :

Article 1^{er}. Les titulaires des fonctions mentionnées ci-après sont désignés comme ordonnateurs délégués pour l'engagement et la liquidation, au nom du Ministre compétent pour la Fonction publique, de toute dépense à charge des crédits ouverts pour les besoins de leurs services dans le budget du Service public fédéral Stratégie et Appui, « SPF BOSA », direction générale Recrutement et Développement, direction générale Secrétariat social PersoPoint, direction générale Comptable fédéral/Procurement pour la partie Procurement et direction générale Service d'appui interne, pour autant que la dépense ne dépasse pas les montants indiqués ci-après :

a) le président du Comité de direction : 700.000 euros;

b) le directeur général de la direction générale Recrutement et Développement : 85.000 euros;

c) le directeur général de la direction générale Secrétariat social PersoPoint : 85.000 euros;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2017/30156]

20 MAART 2017. — Ministerieel besluit betreffende de overdracht van bevoegdheid binnen de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning inzake de uitvoering van de begroting en inzake de plaatsing en de uitvoering van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten

De Minister belast met Ambtenarenzaken,

Gelet op de wet overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten van 15 juni 2006, artikel 74;

Gelet op het koninklijk besluit plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren van 15 juli 2011;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 2013 betreffende de tussenkomst van de Ministerraad, de overdracht van bevoegdheid en de machtiging inzake de plaatsing en de uitvoering van overheidsopdrachten, ontwerpwedstrijden en concessies voor openbare werken op federaal niveau;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 februari 2017 houdende oprichting van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 13 maart 2017,

Besluit :

Artikel 1. De titularissen van de hierna vermelde functies worden aangesteld als gedelegeerde ordonnateurs voor de vastlegging en de vereffening, in naam van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, van alle uitgaven op de kredieten geopend voor de behoeften van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, "FOD BOSA", directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling, directoraat-generaal Sociaal secretariaat PersoPoint, directoraat-generaal Federale accountant/Procurement voor het gedeelte Procurement en directoraat-generaal Interne Ondersteunende Dienst, voor zover de uitgave niet hoger is dan de hierna vermelde bedragen:

a) de voorzitter van het directiecomité: 700.000 euro;

b) de directeur-generaal van het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling: 85.000 euro;

c) de directeur-generaal van het directoraat-generaal Sociaal secretariaat PersoPoint: 85.000 euro;